

Questions orales

ministre parce qu'il a invoqué l'article 26 de la Constitution. Je voudrais juste lui rappeler que cette initiative était parfaitement légale, comme l'ont confirmé les tribunaux dans au moins trois cas.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, j'ai aussi une question à poser au vice-premier ministre. Elle porte sur les modifications à la TPS qui ont fait l'objet d'une fuite et dont j'ai une copie ici.

Il s'agit d'une série de changements qui entreraient en vigueur en même temps que le projet de TPS actuellement à l'étude au Sénat, soit le 1^{er} janvier. N'est-ce pas là une preuve que le projet de loi est entaché de graves imperfections? N'est-ce pas là une preuve que le premier ministre et son gouvernement auraient dû dire la vérité aux Canadiens, qu'ils auraient dû admettre que le projet de loi est mauvais et devrait être retiré?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je ne sais pas où était le député ces derniers mois. Le ministre des Finances et moi-même avons tous deux dit, à la Chambre et ailleurs, que nous écoutons les Canadiens.

Comme vous le savez, nous avons déjà fait certaines améliorations en ce qui concerne l'application de la TPS. Nous l'avons fait. Si c'est nécessaire, nous continuerons d'améliorer la TPS une fois que le projet de loi aura reçu la sanction royale.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, c'est ce même gouvernement qui nous avait dit qu'il n'y avait eu qu'une seule fuite concernant le budget. Cela en dit long sur l'honnêteté de ce gouvernement.

Je veux poser la question suivante au ministre qui vient de répondre.

[Français]

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas informé cette Chambre quand il a réalisé lui-même qu'il y avait des failles majeures dans son projet de loi? Pourquoi a-t-il caché ces renseignements à cette Chambre? Pourquoi veut-on présenter un projet de loi par la porte d'en arrière, le dernier jour où le Parlement va siéger avant Noël? Pourquoi avoir caché la vérité aux Canadiens?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le gouvernement n'a jamais caché la vérité. C'est tout à fait le contraire! Et je m'étonne qu'un député qui est dans cette Chambre depuis aussi longtemps, pour moi qui suis relativement nouveau... à chaque budget, on a des dizaines de projets de loi qui découlent du budget qui sont suivis immédiatement d'améliorations, d'aménagements pour fermer ce qu'on appelle en anglais des *loopholes*. Dans le cas de cette réforme qui est une réforme

importante, nous avons consulté les Canadiens. Nous continuons à le faire depuis le mois d'août 1989, et nous allons continuer à chercher tous les moyens de faire que cette taxe soit la plus équitable, la plus juste et la plus efficace possible.

[Traduction]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. De toute évidence, le gouvernement est décidé à faire adopter en vitesse la TPS. Il est malheureux que les sénateurs libéraux ne se soient pas opposés à cette taxe à l'étape de la première ou de la deuxième lecture. Nous n'en serions pas où nous en sommes maintenant.

Des voix: Bravo!

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, le premier ministre et le ministre des Finances ont tous deux dit à plusieurs reprises que la TPS comportait des lacunes. Le ministère des Finances a maintenant publié un document dans lequel il reconnaît l'existence de ces lacunes. Il va de soi que le gouvernement a la responsabilité de bien faire les choses du premier coup. De toute évidence, il n'y est pas parvenu avec cette taxe. Celui-ci n'a manifestement pas réussi à mettre sur pied un régime fiscal équitable.

Ma question au vice-premier ministre est la suivante: Va-t-il faire ce qui s'impose maintenant, c'est-à-dire renoncer à la TPS?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je dois dire à ma collègue néo-démocrate que nous n'allons pas agir de la sorte, parce qu'il s'agit d'une très bonne réforme pour l'économie du Canada. Celle-ci permettra d'injecter 9 milliards de dollars dans l'économie, et c'est ce que nous attendons.

Quant aux améliorations techniques, la députée sait aussi bien que moi, qu'au fur et à mesure de notre démarche, nous prenons en considération les améliorations possibles dont on nous fait part dans le cadre du processus de consultation. Il n'y a rien de mal là-dedans. Nous sommes un gouvernement compréhensif et soucieux des intérêts des Canadiens.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): J'ai une question supplémentaire, monsieur le Président. Ce gouvernement dit aussi aux Canadiens: «Faites-nous confiance».

Beaucoup de promesses ont été faites lors du débat sur le libre-échange. Le gouvernement avait notamment promis une baisse des prix, ainsi que la mise en place de règles du jeu équitables. Nous n'avons rien obtenu de tout cela. L'économie est en ruine. Il n'y a pas plus d'emplois; il y en a moins. Le gouvernement dit maintenant: «Faites-nous confiance. Nous allons corriger les lacunes de la TPS. Ne vous en faites pas.» En fait, nous sommes inquiets.